ORGANISATION COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (O. C. I.)

(Pour la reconstruction de la 4e Internationale)

ALLIANCE DES JEUNES POUR LE SOCIALISME (A. J. S.)

Jean-Loup FONTAINE

CANDIDAT

Marcel LAMOTTE

Suppléant

Nous nous présentons aux suffrages des 53.000 électeurs de la 3e circonscription du Nord.

Enseignants, nous vous parlerons de nos problèmes d'enseignants, de vos problèmes comme parents d'élèves et, plus généralement, de nos problèmes de travailleurs.

Ces problèmes, nous pensons les connaître. Mais parlons d'abord de la représentation. Un député c'est — ou ce devrait être — le mandataire de ses électeurs qui doivent pouvoir le contrôler à tous moments. Nous sommes enseignants. Vous êtes parents d'élèves, travailleurs ; vous avez donc la capacité de « connaître », c'est-à-dire de contrôler les conditions dans lesquelles s'exerce l'enseignement. Ces rapports étaient ceux des « députés » de la Commune de Paris — éligibles et révocables à tous moments — avec leurs électeurs, ceux des députés aux Soviets de Lénine et Trotsky, en 1917, avec les travailleurs. C'est cela la véritable démocratie, la démocratie ouvrière, la démocratie de l'Etat ouvrier.

Il est vrai que nous ne sommes pas confrontés directement avec ces problèmes dans les élections des 4 et 11 mars, où il s'agit d'élire des députés dans le cadre de la Constitution autoritaire de 1958.

L'enjeu est d'importance. Défaire la majorité anti-démocratique, l'U.D.R. et ses alliés qui sont au gouvernement pour servir les intérêts du Capital, est la nécessité qui s'impose. La défaite de POMPIDOU permettra d'abroger la Constitution gaulliste, de rétablir l'exercice de toutes les libertés ouvrières et démocratiques. La substitution d'un gouvernement ouvrier s'engageant à satisfaire les revendications et les aspirations, au gouvernement POMPIDOU-MESSMER deviendra le premier pas pour réaliser la véritable démocratie, la démocratie des Conseils, le premier pas vers le socialisme.

Nous sommes enseignants en C.E.G. Nous constatons qu'en 1972, la moitié des C.E.G., ainsi qu'un grand nombre de Premiers Cycles de Lycées, avaient été transformés en C.E.S. Les différents gouvernements et leurs ministres successifs nous ont présenté cette réforme comme une « démocratisation » de l'enseignement.

De quoi s'agit-il ? De permettre à tous les fils de travailleurs d'accéder à une qualification plus élevée ? Pas du tout, au contraire : avec les C.E.S., 35 % des élèves seulement pourront accéder au second cycle long, 40 % au second cycle court, 25 % entreront dans la vie active sans aucune formation.

Le second cycle court, c'est théoriquement l'entrée au C.E.T. pour acquérir, en 2 ans, une formation professionnelle. Pratiquement, il manque en France plus de 1.000 C.E.T.

Hypocritement, les ministres FOUCHET, FAURE, GUICHARD et FONTANET ont expliqué qu'ils prenaient les mesures pour « ouvrir l'enseignement sur la vie ». En fait, ces mesures ouvrent un enseignement déqualifié — chargé de former une main-d'œuvre déqualifiée, vouée aux bas salaires — au rendement intensifié, à la mobilité, selon les besoins d'un patronat à la recherche de profits grandissants.

La vérité est que le démantèlement de l'Education Nationale est réalisé contre les intérêts des élèves, au bénéfice des trusts.

Chaque année par exemple, les programmes sont modifiés ; à chaque fois il y a de nouveaux manuels à acheter, édités par les trusts de l'édition scolaire et, notamment HACHETTE qui, par ailleurs, veut en imposant le démantèlement de l'O.R.T.F., mettre la main sur l'audio-visuel.

La réforme mise en place par MM. FOUCHET et Edgar FAURE, puis appliquée par leurs successeurs jusqu'à M. FONTANET, démantèle tous les cadres d'enseignement, des Ecoles maternelles à l'Enseignement Supérieur.

Les objectifs en sont clairs : « former » une main-d'œuvre déqualifiée pour « déqualifier » les travailleurs, abaisser leurs salaires, accroître l'exploitation.

Le lien est évident entre les mesures prises dans l'Education Nationale contre les enseignants et les élèves, et les conditions de vie et de travail aggravées que subissent les travailleurs de toutes catégories.

Le simple entretien de la force de travail des ouvriers est trop coûteux ; le droit à la santé est remis en question. Le gouvernement et le patronat veulent porter des atteintes décisives à la Sécurité sociale, pour diminuer les prestations et réintégrer dans le profit les sommes qui appartiennent aux travailleurs.

Là est la cause de la crise qui sévit dans les Caisses d'Allocations familiales, et qui mûrit dans les Caisses primaires. Une des manifestations en a été la fermeture récente de la C.A.F. de Roubaix-Tourcoing.

Dans ces villes — comme presque partout — les délais de paiement varient de 3 semaines à 3 mois. Cela signifie que les travailleurs du textile ne peuvent plus appeler le médecin, leur salaire ne leur permettant pas d'attendre le remboursement.

Il ne s'agit bien là que d'aspects d'un même problème. Mais alors, la réponse doit être identique. Les 4 et 11 mars, les travailleurs voteront contre tous les partis de la majorité, contre l'U.D.R., contre les candidats du Parti réformateur qui vote la « Réforme FAURE » et dont le chef de file M. SERVAN SCHREIBER exige que l'on arrête la fabrication du Concorde, c'est-à-dire que l'on réduise au chômage plusieurs centaines de milliers d'ouvriers, de techniciens, d'ingénieurs et de cadres hautement qualifiés, selon la méthode utilisée pour la Cotonnière de Fives, fermée l'an dernier.

Voilà pourquoi, avec l'O.C.I. et l'A.J.S., nous appelons les électeurs à voter classe contre classe.

Pas une voix aux candidats BILLECOCQ, WOUTERS, BROGNART, DEDES.

Continuons : nous sommes enseignants, candidats de l'O.C.I.

Alain BOQUET et Ali LANDREA sont candidats du P.C.F. Ils sont également enseignants. Nous pouvons donc soumettre à la réflexion des électeurs une expérience commune.

Pierre JUQUIN qui, semble-t-il, est le responsable « enseignant » du P.C.F., vient de se prononcer pour les curés à l'école : « Certains opposent à ces conceptions du Programme Commun le slogan « Pas de curés à l'école »... Nul ne peut nous empêcher de participer au débat public qui s'est instauré à ce sujet, ni de réfléchir en hommes d'Etat responsables aux conséquences que pourraient avoir des transformations en cours dans les Eglises ».

Il faut être clair : introduire les prêtres dans l'Ecole publique, c'est violer un des principes de base de la démocratie, la séparation des Eglises et de l'Ecole. C'est accepter que pénètre à l'école une institution privée dont les prêtres, comme serviteurs, doivent appliquer avec discipline les décisions ; c'est admettre que les prêtres, « dépouillés de toute volonté propre par leur vœu d'obéissance » se livrent à leur œuvre d'évangélisation sur la conscience des enfants.

Nous notons que le Programme commun n'a pas inscrit, dans la liste des monopoles à nationaliser, le trust HACHETTE qui fait la loi sur l'information et sur les manuels scolaires.

Là également le lien est évident : le Socialisme, c'est l'expropriation, sans indemnité ni rachat, des trusts, des banques. Lutter pour le Socialisme, c'est combattre pour nationaliser sans indemnité ni rachat, les monopoles — dont l'un des plus puissants est le monopole de l'enseignement privé confessionnel.

En refusant de combattre pour l'expropriation de ce monopole on affirme ne pas vouloir combattre pour l'expropriation de tous les monopoles.

Et de plus, lorsque le Programme Commun prévoit des nationalisations, il envisage d'indemniser les monopoleurs.

Par là, en fait, non seulement on refuse de combattre pour le Socialisme, mais on accepte le maintien du système de la propriété privée des moyens de production.

C'est dans ces conditions que l'O.C.I., qui appelle à voter classe contre classe, a décidé de présenter des candidats.

Nous ne pouvons admettre que des partis qui se réclament de la classe ouvrière, puissent ouvrir les portes de l'Union de la Gauche aux Radicaux de Gauche : au banquier FILIPPI, ex-sous-ministre de PETAIN, à l'anti-communiste M. FAURE qui déclarait, il n'y a pas longtemps : « Je préfère voter pour un U.D.R. que de voter pour un candidat du P.C.F. » ; au directeur des usines Renault, administrateur du trust Alfa-Roméo, qui dit non aux revendications.

L'O.C.I. dit : pas de ministres représentant un Parti bourgeois dans le gouvernement.

L'O.C.I. dit : le vote classe contre classe équivaut au vote pour un Gouvernement du P.S. et du P.C.F. qui s'engagerait à faire une politique anticapitaliste.

Dans la circonscription se présente M. THIEFFRY pour le Parti Socialiste. M. THIEFFRY est un ancien du M.R.P. Il dit ne pas avoir changé personnellement ; il ne peut donc être pour le Socialisme.

Madame MINET est candidate du P.S.U. Son parti présente en France plusieurs dizaines de Pasteurs. Cela est un programme : le programme du prétendu « socialisme autogestionnaire », qui bavarde sur le Socialisme, mais se prononce pour l'entrée des Eglises dans l'Ecole, pour le maintien du système de la propriété privée des moyens de production.

Nous sommes trotskystes. OURDILLIE, qui se présente dans cette circonscription, se réclame du trotskysme. Nous n'avons évidemment pas l'intention de discuter du trotskysme dans cette circulaire ; mais conformément à la méthode que nous avons choisie pour nous présenter, nous dirons : l'organisation d'OURDILLIE réclame « les moyens » d'appliquer la Réforme de l'Enseignement. Nous avons analysé quelques-unes des conséquences de cette réforme ; il n'est pas besoin d'en dire plus. Ligue Ouvrière dénonce l'Ecole au service de la bourgeoisie ; son alliée dans les élections, la Ligue « Communiste » dénonce les « enseignants flics » qui exercent dans l'Education Nationale. Ils qualifient l'école laïque d'« école des flics et des patrons ».

Nous sommes enseignants. Pas plus que nos centaines de milliers de collègues, nous n'avons choisi de nous mettre au service de la bourgeoisie ; nous n'avons pas choisi le métier de « policiers ». Pourquoi les enseignants adhérents de ces organisations continuent-ils à exercer une profession « policière » ? Si tel était notre cas, nous choisirions un autre métier.

Mais il y a plus : OURDILLIE, son organisation, ses alliés, se prononcent pour l'Union de la Gauche. Nous le disons : si elle estimait l'Union de la Gauche — réalisée entre le P.C.F., le P.S. et les banquiers « radicaux de gauche » — conforme aux intérêts des masses laborieuses, l'O.C.I. ne présenterait pas de candidats. Nous ne nous serions pas présentés, parce que nous n'aurions pas voulu faire perdre de voix aux candidats de l'Union de la Gauche.

C'est pourquoi nous disons :

Si vous estimez devoir voter pour l'Union de la Gauche, alors votez pour le P.S. ou le P.C.F.

Si vous pensez que votre vote doit être véritablement un vote de classe, alors, pour la construction du Parti Révolutionnaire, vous voterez pour le candidat de l'O.C.I.

En tout état de cause, pas une voix au premier tour sur une formation soutenant la politique du Capital.

Au deuxième tour, toutes les voix sur le candidat du Parti ouvrier arrivé en tête au premier tour.

Pour le Socialisme, Classe contre Classe,

Pour le Gouvernement Ouvrier, Classe contre Classe,

Pour la construction du Parti Révolutionnaire, Classe contre Classe,

Votez O.C.I.-A.J.S. !

imp. f. planquart, lille

Vu les candidats.